



Rapport annuel 2017

Institut européen d'administration publique



Table des matières

Mot de Guy Verhofstadt	4
Message de la directrice générale	6
Conseil d'administration	8
Activités de l'IEAP en 2017	10
Notre rôle de passerelle de transfert de connaissances	12
Soutien financier de la Commission européenne et des Etats membres	14
Satisfaction client	15
Cours de formation	16
Nos cours de formation en un coup d'oeil	18
Activités sur contrat	20
Contrats-cadres pluriannuels avec l'UE	22
Formation à la présidence	26
Services pour les Etats membres	29
Gros plan sur les administrations locales	30
Renforcement des capacités institutionnelles	32
Services juridiques	33
Nos partenaires en 2017	36
Apprentissage en ligne	38
EPSA 2017	40
Nos centres	45
Direction et personnel international de l'IEAP	48



*La Commission européenne
apporte un soutien à l'IEAP
à travers le budget de l'UE.*



L'IEAP : le meilleur de l'échange européen



Guy Verhofstadt
Président du Conseil d'administration

L'Europe est aujourd'hui confrontée à de nombreux défis. Au-delà de nos frontières, la guerre en Syrie nous affecte tous, avec ses horreurs quotidiennes et son flux ininterrompu de migrants. Dans le même temps, nous nous trouvons face à une Union européenne qui a du mal à avancer comme un seul homme. Les relations transatlantiques restent volatiles et la scène politique mondiale instable. Au sein de l'Europe, le populisme est toujours présent sur l'échiquier politique européen et l'euroscpticisme prévaut. Enfin, la date limite des négociations du Brexit approche et, avec elle, une réalité autrefois inconcevable : un État membre quitte l'Union européenne.

Malgré ces difficultés, je me sens plus européen que jamais. Et j'estime que l'Union européenne est, pour nous tous, la meilleure solution d'avenir. La réforme est nécessaire, mais je ne doute pas que nous parviendrons, étape par étape, à construire une Europe meilleure. Une Europe qui ne sera pas dirigée par le populisme, mais par des citoyens éduqués et bien informés. Par des personnes qui croient en nos valeurs européennes.

Le programme Erasmus+ joue un rôle crucial à ce niveau. Il est bénéfique non seulement pour l'emploi,

mais aussi pour susciter chez les Européens un sentiment de citoyenneté européenne. Ceci est extrêmement important pour les jeunes mais aussi pour les Européens à n'importe quel stade de leur vie. Parce que si nous voulons que les gouvernements nationaux continuent à soutenir l'UE, il faut que leurs fonctionnaires aient l'impression d'en faire partie.

C'est là que l'IEAP entre en jeu. L'institut permet aux fonctionnaires de l'Union européenne et des États membres de recevoir les enseignements d'experts de haut niveau sur les récents développements et politiques de l'Europe afin qu'ils puissent soutenir au mieux le fonctionnement de l'UE. Il s'agit surtout d'un lieu où des participants issus de l'Europe entière peuvent apprendre ensemble grâce à une approche interactive basée sur la pratique et où ils peuvent échanger expériences et bonnes pratiques.

Quel que soit son âge ou sa profession, chacun doit pouvoir participer à des expériences d'apprentissage stimulantes. Je suis donc ravi que l'IEAP aide les fonctionnaires à évoluer professionnellement et que la Commission européenne contribue aux activités de l'institut par l'intermédiaire du budget Erasmus+.



Marga Pröhl
Directrice générale de l'IEAP



Message de la directrice générale

L'année 2017 a été une bonne année pour l'IEAP. Une fois encore, nous avons œuvré avec succès à notre mission qui consiste à transmettre des connaissances sur les affaires de l'Union européenne aux administrations publiques de l'Union européenne ainsi qu'aux États membres et au-delà.

Même si nous avons opté pour des prévisions prudentes pour 2017, nous avons travaillé dur tout au long de l'année pour créer de nouvelles activités sur contrat. Résultat, nous avons réalisé un nombre très élevé d'activités et accueilli plus de participants que prévu. L'année dernière, nous avons dispensé plus de 750 activités à près de 14 000 participants, soit plus de 22 500 journées d'activités. Il s'agit d'un très bon résultat, en particulier par rapport à 2016, une année où nous avons enregistré un nombre d'activités et de participants largement inférieur. Cela prouve que nos activités restent une opportunité unique pour les fonctionnaires de l'Europe entière, qui peuvent ainsi profiter de l'expérience de nos experts et tirer les leçons de notre approche basée sur la pratique, mais aussi échanger des expériences et faire du réseautage.

Le nombre élevé de participants et d'activités est surtout à mettre à l'actif de nos activités sur contrat, dont certaines sont des contrats-cadres pluriannuels pour l'Union européenne, mais aussi de projets uniques tels que la formation à la présidence que nous avons dispensée en 2017 pour la Bulgarie. Le marché des formations ouvertes reste très concurrentiel, ce qui signifie qu'il est difficile pour nous de lancer de nouvelles activités et de toucher davantage de participants. Néanmoins, les séminaires individuels ont globalement eu beaucoup de succès. Pour que nos activités attirent de nombreux participants, il est extrêmement important que nous suivions de près les développements européens et que nous proposons à nos clients des activités pertinentes.

Je suis donc heureuse de voir que nos clients nous font confiance pour les tenir informés des nouveautés dans leur domaine d'expertise. Ceci est très important pour moi, sachant que les enjeux auxquels les administrations publiques sont confrontées deviennent de plus en plus complexes, que ce soit pour les États membres ou pour les institutions de l'Union européenne et leurs fonctionnaires. Aider nos parties prenantes à faire face à ces défis reste une de nos priorités.

C'est pourquoi, il est essentiel que nous restions en contact étroit avec les membres de notre Conseil d'administration ainsi qu'avec la Commission européenne. Ce sont en effet les souhaits de nos interlocuteurs qui nous permettent de suivre l'évolution des développements et des besoins dans les différents États membres et des exigences de l'Union européenne. Nous sommes ainsi en mesure d'élaborer des services ciblés sur les exigences réelles des administrations publiques européennes.

L'année 2017 restera notamment marquée par la cinquième édition du Concours européen d'excellence dans le secteur public : l'EPSA 2017. Je me suis personnellement impliquée dans toutes les éditions de l'EPSA à ce jour et je suis ravie de voir que le concours 2017 a mis en lumière de multiples exemples de bonnes pratiques appliquées à tous les niveaux des administrations européennes.

Nos clients nous font confiance pour les tenir informés des nouveautés dans leur domaine d'expertise

L'année 2017 a prouvé une fois encore que nos services sont toujours d'une importance cruciale, tant pour les États membres que pour les institutions de l'Union européenne. Je tiens à féliciter tout le personnel dévoué de l'Institut ainsi que tous les experts externes pour leur excellent travail. Je souhaite également remercier toutes nos parties prenantes et tous nos clients qui continuent à nous apporter leur soutien. Je ne doute pas que nous continuerons, à l'avenir, à créer de nouvelles activités innovantes pour aider le secteur public à répondre aux enjeux de l'intégration européenne et de la gestion publique.

J'espère que vous prendrez plaisir à lire notre rapport annuel.

Bien cordialement,

Marga Pröhl
Directrice générale

Conseil d'administration

[Situation en décembre 2017]



Président

M. Guy VERHOFSTADT
Président du Groupe de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE), Parlement européen ; ancien Premier ministre belge



Vice-présidente

Mme Liesbeth SPIES
Maire de la ville de Alphen aan den Rijn et ancienne ministre néerlandaise de l'Intérieur et des Relations au sein du Royaume

Secrétaire-général

N.N.

MEMBRES TITULAIRES

Belgique



Mr Peter VANDENBRUAENE
Learning Solution Manager,
Head of International Relations,
Manager Business Unit HRC
OFO-IFA / BOSA

Bulgarie



Mr Pavel IVANOV
Director, Institute of Public
Administration

République tchèque



Mr Josef POSTRÁNECKÝ
Deputy Minister of the Interior for
Public Administration, Ministry of
the Interior of the Czech Republic

Danemark



Mr Poul TAANKVIST
Director-General, Agency for the
Modernisation of Public Admin-
istration, Ministry of Finance

Allemagne



Dr Alexander EISVOGEL
Präsident, Bundesakademie für
öffentliche Verwaltung

Grèce



Mr Nikos MICHALOPOULOS
Deputy General Director of
Administrative Organisation
and Procedures,
Ministry of Administrative
Reform and e-Government

Espagne



Mr Manuel ARENILLA SÁEZ
Director, Instituto Nacional de
Administración Pública (INAP),
Ministerio de Hacienda y
Función Pública

Mr Senén FLORENSA I PALAU
President, European Institute of
the Mediterranean (IEMed)

France




Mme Carine SOULAY
Directrice, adjointe au directeur
général de l'administration et
de la fonction publique (DGAFP),
Ministère de la Décentralisation
et de la Fonction publique


Irlande




Mr Robert WATT
Secretary-General, Department
of Public Expenditure & Reform

Italie 


Ms Pia MARCONI
Head of the Department of
Public Administration

Chypre 


Mr Marios MICHAELIDES
Head of the Cyprus Academy of
Public Administration (CAPA),
Public Administration and
Personnel Department,
Ministry of Finance

Lituanie 


Mr Paulius SKARDŽIUS
Director of the Public
Governance Policy Department,
Ministry of the Interior

Luxembourg 


Mme Paulette LENERT
Coordinatrice générale, Ministère
de la Fonction Publique et de la
Réforme administrative

Hongrie 


Prof. Dr András PATYI
Rector, National University of
Public Service

Malte 

Ms Joanna GENOVESE
Director Training and Develop-
ment, Centre for Development,
Research and Training

Autriche 

Mag. Angelika FLATZ
Head of Division III (Civil Service
and Administrative Reform),
Federal Chancellery

Pologne 


Ms Sylwia OJDYM
Deputy Director, National School
of Public Administration (KSAP)

Pays-Bas 

Mr Olav WELLING
Director of the Department for
Civil Service, Directorate-General
for Public Administration,
Ministry of the Interior
and Kingdom Relations

Mr Joost FLAMAND
Deputy Director for European
Integration, Ministry of Foreign
Affairs


Mr Ed KRONENBURG
Ambassador of the Kingdom of
the Netherlands in Beijing and
former Secretary-General of
Foreign Affairs

Portugal 


N.N.

Finlande 

Mr Juha SARKIO
Director-General, Personnel and
Governance Policy Department,
Office for the Government as
Employer, Ministry of Finance

Suède 

Mr Sami SOLIMAN
Desk Officer, Department for
Public Administration, Ministry
of Finance

Royaume-Uni 

N.N.

Norvège 

Mr Asgeir FLØTRE
Deputy Director-General
Department of ICT policy and
public sector reform, Ministry of
Local Government and
Modernisation



Activités de l'IEAP en 2017

764

activités
(633 en 2016)

13.759

participants
(11.191 en 2016)

22.688

jours de séminaires
(17.367 en 2016)



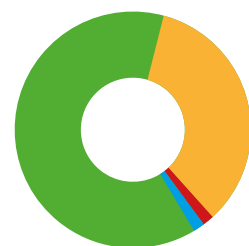
En 2017, le nombre d'activités et de participants a augmenté par rapport à l'année précédente, pour un total de près de 23 000 journées de séminaires. Ce résultat est largement supérieur à celui de 2016. Même si le nombre de participants reste légèrement inférieur aux années records antérieures, le nombre de journées de séminaires enregistré en 2017 représente une hausse de plus de 30 % par rapport à 2016 et de 9 % par rapport à 2015.

Cette hausse du nombre d'activités et de participants résulte des nombreuses activités sur contrat réalisées pendant l'année, principalement pour les contrats-cadres que nous exécutons au nom des institutions, agences et autres organes de l'UE, ainsi que de la formation à la présidence bulgare du Conseil de l'UE et des activités sur contrat pour l'Italie. Des informations plus détaillées sur ces activités figurent dans les différentes sections de ce rapport.

La hausse du nombre de participants aux activités sur contrat signifie également que le ratio entre ces activités et les activités

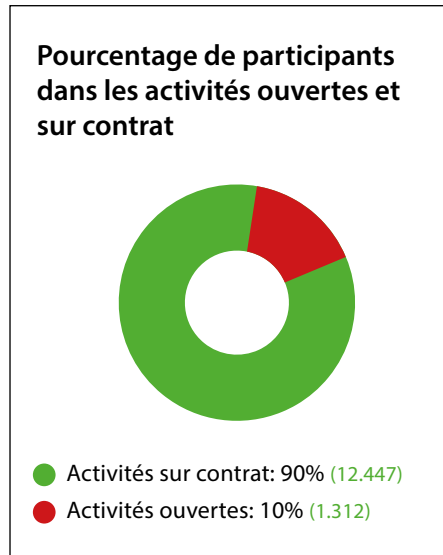
ouvertes a été plus élevé en 2017 qu'en 2016. L'année précédente, en effet, la part des activités sur contrat n'atteignait que 86 % tandis que celle des activités ouvertes s'élevait encore à 14 %. Cette tendance à la hausse du nombre de participants aux activités sur contrat est une constante depuis plusieurs années.

Pourcentage de participants en termes d'origine

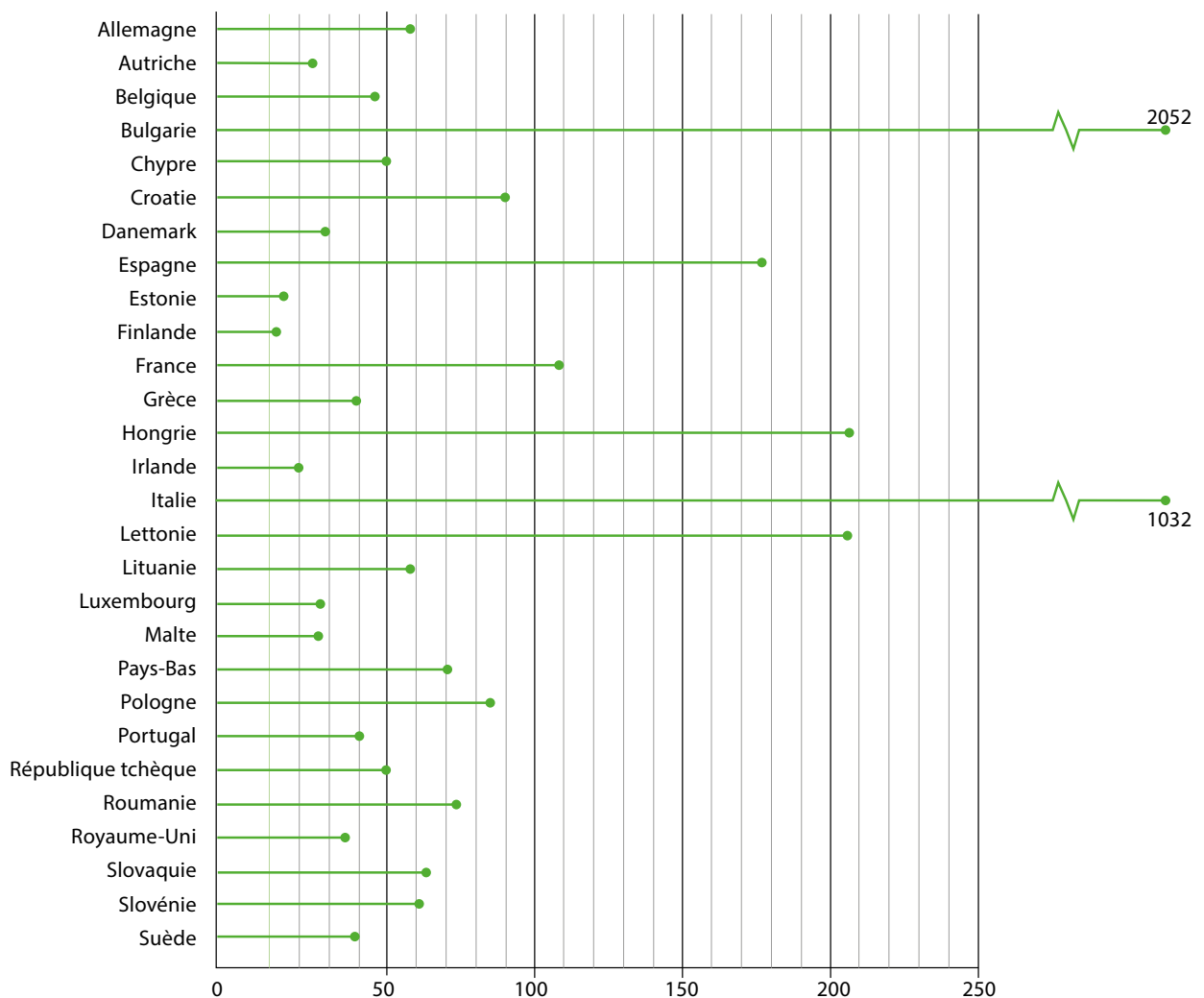


- Institutions, organes et agences de l'UE: 59 % (8.158)
- États membres de l'UE : 35 % (4.714)
- Pays candidats: 3 % (429)
- Autres: 3 % (458)

En ce qui concerne l'origine de nos participants, l'UE et les États membres de l'UE restent nos principaux clients. Même si le nombre de participants aux contrats-cadres a augmenté en 2017, comme indiqué ci-dessus, le nombre très élevé de fonctionnaires bulgares et italiens que nous avons également formés fait progresser le pourcentage de participants issus des États membres de l'UE par rapport à ceux des institutions, organes et agences de l'UE.



Participants des États membres de l'UE en termes d'origine



Notre rôle de passerelle de transfert de connaissances

Nous sommes les seuls à associer, d'une part, une connaissance approfondie des institutions et politiques européennes et, d'autre part, une solide capacité d'accès et de compréhension des développements qui interviennent dans chacun des États membres de l'UE. Nous pouvons ainsi fournir aux participants un éclairage crucial sur les développements européens les plus récents tout en renforçant notre rôle de passerelle de transfert de connaissances entre Bruxelles et les États membres, mais aussi entre les États membres.



Soutien financier de la Commission européenne et des Etats membres

L'IEAP bénéficie du soutien financier de ses pays membres et de la Commission européenne. Outre ces contributions statutaires, les pays qui accueillent l'IEAP Luxembourg et l'IEAP Barcelone les soutiennent financièrement et prennent en charge tout ou partie des coûts relatifs aux bâtiments et autres frais connexes. Enfin, certains États membres apportent leur soutien en détachant des experts auprès de l'Institut.

CONTRIBUTIONS AUX FRAIS DE BASE

Par leurs contributions annuelles, les pays membres de l'IEAP, à l'exclusion des Pays-Bas, ont accordé un montant de quelque €1.6 million à l'Institut.

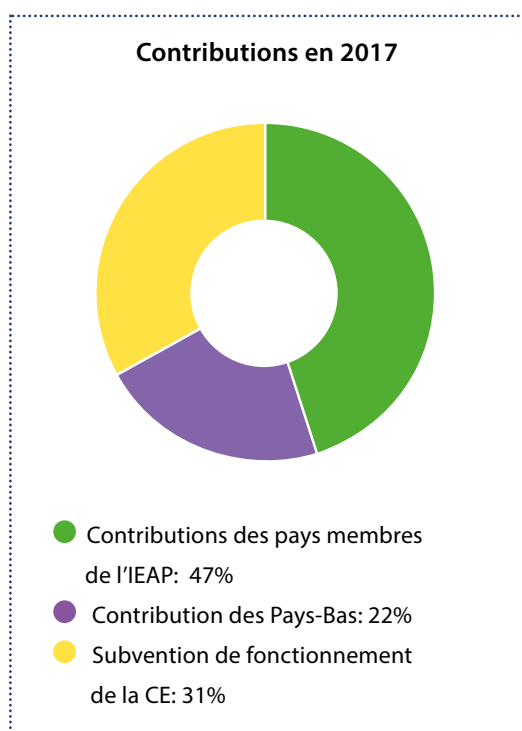
En 2017, la contribution statutaire des Pays-Bas s'élevait à près de €0.7 million.

La contribution de la Commission européenne était basée sur une convention annuelle de subvention au fonctionnement entre la Direction générale de l'éducation et de la culture et l'IEAP. En 2017, l'IEAP a reçu environ €1 million de la Commission européenne.

SUBVENTIONS

En 2017, le gouvernement luxembourgeois a apporté une contribution aux frais généraux de l'IEAP Luxembourg. En outre, les coûts relatifs aux bâtiments et autres frais connexes de l'IEAP Luxembourg ont été couverts par le gouvernement luxembourgeois.

Les Autorités catalanes ont apporté une contribution aux frais généraux de l'IEAP Barcelone et ont pris en charge une partie des coûts relatifs aux bâtiments.



Etude de satisfaction client

Nous demandons régulièrement à CEDEO, l'organisme de certification néerlandais indépendant des prestataires de formations et autres services RH, de mener une étude de satisfaction client approfondie. Cette étude porte à la fois sur les activités ouvertes et les activités sur contrat, CEDEO effectuant des sondages auprès de participants et de partenaires contractuels dans toute l'Europe. L'étude couvre toutes les questions envisageables relatives à nos activités, telles que la qualité de nos formateurs, les matériels et la partie organisationnelle des activités. Dans toutes les études réalisées jusqu'ici, nos clients nous ont accordé des scores très élevés sur tous les fronts. En fait, toutes les personnes qui ont répondu ont dit qu'elles recommanderaient l'IEAP à un collègue et qu'elles envisageraient d'achever un autre programme de l'IEAP.

Nous sommes satisfaits de ce résultat, puisqu'il montre que nous fournissons le niveau de qualité que nous visons. Après tout, ici, à l'IEAP, nous croyons fortement que la qualité n'est pas statique, mais qu'elle a besoin d'une amélioration constante pour nous permettre de fournir les meilleurs services à nos clients.

Dans la colonne de droite figurent quelques-uns des commentaires que nous avons reçus.

NOUVELLE NORME ISO 9001

Notre étude régulière de satisfaction client fait partie de notre procédure d'assurance qualité générale, ce qui nous a valu la certification ISO 9001 il y a quelques années. En 2017, nous avons réussi à obtenir la nouvelle norme ISO 9001: 2015, ce qui a impliqué une nouvelle mise à jour de nos procédures qualité internes.



SUR LE SUJET DE LA FORMATION :

'J'ai trouvé cette formation extrêmement utile. Le sujet est relativement complexe, mais ils l'ont rendu facile à comprendre et j'ai beaucoup appris au cours de ces deux journées. Ce programme est bien structuré.'

'J'ai trouvé, en particulier, que les méthodes de travail étaient très efficaces. Il y avait un bon mélange de présentations et d'exercices. Après avoir appris un élément, nous devons l'utiliser dans une mission de groupe. Cette utilisation active des connaissances rend le sujet vivant.'

SUR NOS EXPERTS :

'Les instructeurs avaient une bonne connaissance de leur sujet et ont apporté une grande expérience, en ce sens qu'ils étaient capables de parler de manière vivante de leurs propres expériences pratiques.'

'L'orateur était excellent et a réussi à motiver tous les participants.'

'Les instructeurs formaient une excellente équipe. L'un avait de nombreuses connaissances, et l'autre une expérience pratique importante. Avec cette combinaison, ils ont vraiment fait faire un pas important aux participants.'

SUR NOTRE MÉTHODOLOGIE :

'Il y a eu un examen optionnel à la fin de la formation de deux jours et demi. Nous avons une demi-journée pour préparer l'examen. C'était très bien organisé et on savait parfaitement à quoi s'attendre. Il y avait suffisamment de temps pour les questions à choix multiple et la dissertation.'

Cours de formation

61
cours de
formation

1.312
participants

3.245
jours de formation



Nos formations ouvertes abordent les dernières évolutions et les défis à venir dans les domaines-clés des affaires européennes et de la gestion publique. Elles offrent aux participants de toute l'Europe la possibilité de participer à des discussions centrées sur la pratique avec des experts de premier plan et des homologues d'autres pays et institutions.

Nos formations, intensives et interactives, sont courtes et succinctes. Le principal objectif est de mettre à jour les connaissances des participants et d'approfondir leur compréhension de l'environnement européen dans lequel ils interviennent, ainsi que des domaines politiques particuliers qu'ils doivent maîtriser. D'autres formations permettent d'acquérir ou d'améliorer des connaissances. Nos experts recourent systématiquement à des cas d'étude, à des exercices de simulation et à des groupes de travail.

Une fois de plus, nous avons pu constater que nos participants appréciaient vraiment notre méthodologie d'apprentissage pluridisciplinaire et l'approche comparative qui caractérise tous nos séminaires. Comme au cours des dernières années, les discussions centrées sur la pratique avec des experts européens de premier plan provenant des États membres et des organes et institutions de l'Union européenne ont fourni aux participants une occasion idéale d'échange

d'expériences et d'apprentissage des pratiques des différents systèmes administratifs.

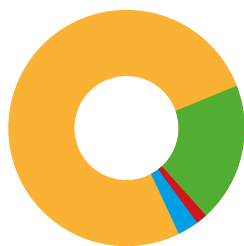
En 2017, nous avons une fois encore organisé un grand nombre de séminaires ouverts dans ses principaux domaines thématiques:

- **Gouvernance européenne**
- **Politiques européennes**
- **Gestion publique européenne**
- **Droit de l'Union européenne**

La plupart des activités ouvertes se sont déroulées dans nos agréables locaux de Maastricht et à proximité de nos centres de Barcelone et de Luxembourg. Comme les années précédentes, nous avons également organisé un grand nombre de séminaires ouverts à Bruxelles, ainsi qu'une sélection de séminaires à Dubrovnik, Vienne, Varsovie et Rome. Ce sont des exemples des manières dont nous utilisons plusieurs villes pour atteindre un plus grand nombre de participants.

En outre, nous explorons les marchés nationaux en proposant des séminaires dans la langue nationale, par exemple des séminaires à Barcelone et Madrid. Nous sommes déjà prêts à adapter nos activités aux besoins des groupes cibles spécifiques afin de faire en sorte que les connaissances soient diffusées auprès d'un public toujours plus large.

Pourcentage de participants aux cours de formation



- États membres de l'UE: 69 %
- Institutions, organes et agences de l'UE: 19 %
- Pays candidats: 4 %
- Autres: 8 %



'J'ai beaucoup apprécié le contenu et la dynamique du cours de l'IEAP sur le processus décisionnel européen. Les vastes connaissances des enseignants et la nature interactive des exercices de simulation m'ont permis de mieux comprendre comment les décisions sont faites au niveau européen et d'identifier les influenceurs-clés. Je recommande pleinement ce cours et lui donne un 5/5.'

Lynn Fortin

Conseillère (Agriculture), Mission du Canada auprès de l'Union européenne



'Le cours sur la protection des données a offert une bonne combinaison de présentations éclairantes et d'exercices pratiques.'

Florence Lefebvre Rangeon, PhD

Responsable des relations avec les gouvernements et les ONAD au sein du bureau européen de l'Agence Mondiale Antidopage



'Le cours avancé de l'IEAP sur la protection des données constitue une excellente occasion de se mettre à jour et de se familiariser avec les derniers développements dans le domaine de la protection des données. Les orateurs sont expérimentés, connaissent bien leur sujet et sont ouverts aux questions. Dans l'ensemble, je le recommande vivement. Score: 5!'

Barabara Eggl

Banque centrale européenne

Nos cours de formation en un coup d'oeil

Gouvernance européenne

Understanding EU Decision-Making: Principles, Procedures, Practice - A new blended learning package

Der Entscheidungs- und Umsetzungsprozess in der Europäischen Union und seine Bedeutung für die deutschen Länder, for German Länder Officials

Managing the EU Policy Cycle: A Comprehensive 4-Day Course on EU Decision-Making in Practice

Success in EU Negotiations: The Key Skills for Shaping EU Decisions in Commission Committees and Council Bodies

Working with Impact Assessment at the EU Level

Understanding the EU Budget

Politiques européennes

Introductory and Practitioners' Seminar: European Public Procurement Rules, Policy and Practice

Recent Developments in European Public Procurement and Case Law

European Public Procurement, PPP/Private Finance and Concessions

European Defence and Security Procurement

Contract Management for Complex Procurement Contracts? What to Do and How to Do it

Public Procurement for Innovation and Pre-Commercial Procurement in Cities

La Nueva Contratación Pública en Europa - ¿Cumplimos?

Competitive Dialogue and Negotiated Procedures Master Class

Certification Programme for Data Protection Officers and Other Data Protection Professionals

Advanced Training Course: Data Protection Compliance in the EU

Sound Management of EU Funds for Energy Efficiency and Renewable Energy Projects

Making ESF a Success in 2014-2020: Challenges and Best Practice in Programme Management, Monitoring and Evaluation

Implementing the European Structural and Investment Funds Regulations, 2014-2020

Financial Management and Control of EU Structural and Investment Funds

Financial Management and Audit of EU Structural and Investment Funds, 2014-2020

Implementing Structural Funds Programmes 2014-2020: Generating Good Projects and Ensuring Result-Oriented

Delivering Better Results and Making Greater Use of Simplification in ESI Funds

Cost-Benefit Analysis (CBA) of EU-Financed Projects: Why and How? CBA Guide 2014-2020
Cost-Benefit Analysis (CBA) of EU-Financed Projects: Advanced Course
Internal, External and Performance Audit of the EU-Funded Programmes and Projects
Performance Auditing of EU Co-Funded Investments carried out by the European Court of Auditors
Anti-Fraud and Audit of European Social Fund (ESF)
Summer Academy on EU Economic Local & Regional Development: Policies, Practices and Prospects

Gestion publique européenne
Capacity Building in Impact Evaluation: Counterfactual and Theory Based Approaches
Mastering Theory-Based Impact Evaluation
European Project Management Academy: From Theory to Practice in 4 Steps
The Common Assessment Framework: The Reference Model for Total Quality Management in the Public Sector
Improving Public Sector Performance in the 21st Century
Annual Forum on Leadership and Governance in a Multilevel Europe: Empowering the Public Sector
Managing and Leading the Civil Service: Knowledge Management and Knowledge Transfer in the 21st Century
Workplace Innovation: Creating Performance in the Public Sector
Managing Public Sector Budgets and Services - What to Do and How to Do it

Droit de l'Union européenne
Implementation of EU Law at National Level: A Practical Guide
EU Law for Non-Lawyers
European Union Civil Service Law
Introduction to EU Asylum and Migration Law
Recent Developments in EU State Aid: Procedures, Enforcement, Monitoring and Transparency
Recent Trends in the Case Law of the Court of Justice of the European Union
A Practical Guide to the EU Infringement Procedure
How to Litigate before the Court of Justice of the European Union?
EU Financial Services Law for Non-Lawyers: Institutional and Legal Framework

Activités sur contrat

703

activités sur
contrat

12.447

participants

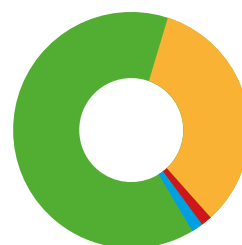
19.443

jours de séminaire

En 2017, nous avons offert plus de 700 activités sur contrat, touchant ainsi un large public, au sein des institutions, organes et agences de l'UE mais aussi dans les États membres, les pays candidats et autres. Nous sommes fiers d'avoir, une fois encore, été choisis par des partenaires aussi divers et importants aussi et d'avoir pu dispenser un large éventail d'activités, pour la plupart personnalisées, afin de satisfaire aux besoins de nos clients.

Les pages qui suivent présentent une sélection de nos produits qui vous donneront une idée des différents types de services que nous proposons, que ce soit pour les administrations publiques de l'Union européenne et des États membres ou pour des groupes précis de clients, dans ce cas, l'autorité judiciaire nationale ou les administrations locales. Nous vous présenterons ensuite une liste de nos partenaires contractuels de l'année dernière.

Pourcentage de participants aux activités sur contrat en 2017



- Institutions, organes et agences de l'UE: 63 % (7.908)
- États membres de l'UE: 31 % (3.811)
- Pays candidats: 3 % (370)
- Autres: 3 % (358)

Les connaissances que nous tirons de nos relations étroites avec les fonctionnaires européens pendant les activités sur contrat nous permettent d'aider les participants à acquérir une compréhension intime du fonctionnement de l'UE.

Dr Edward Best (UK)
Chef de l'unité
'Processus décisionnel européen'



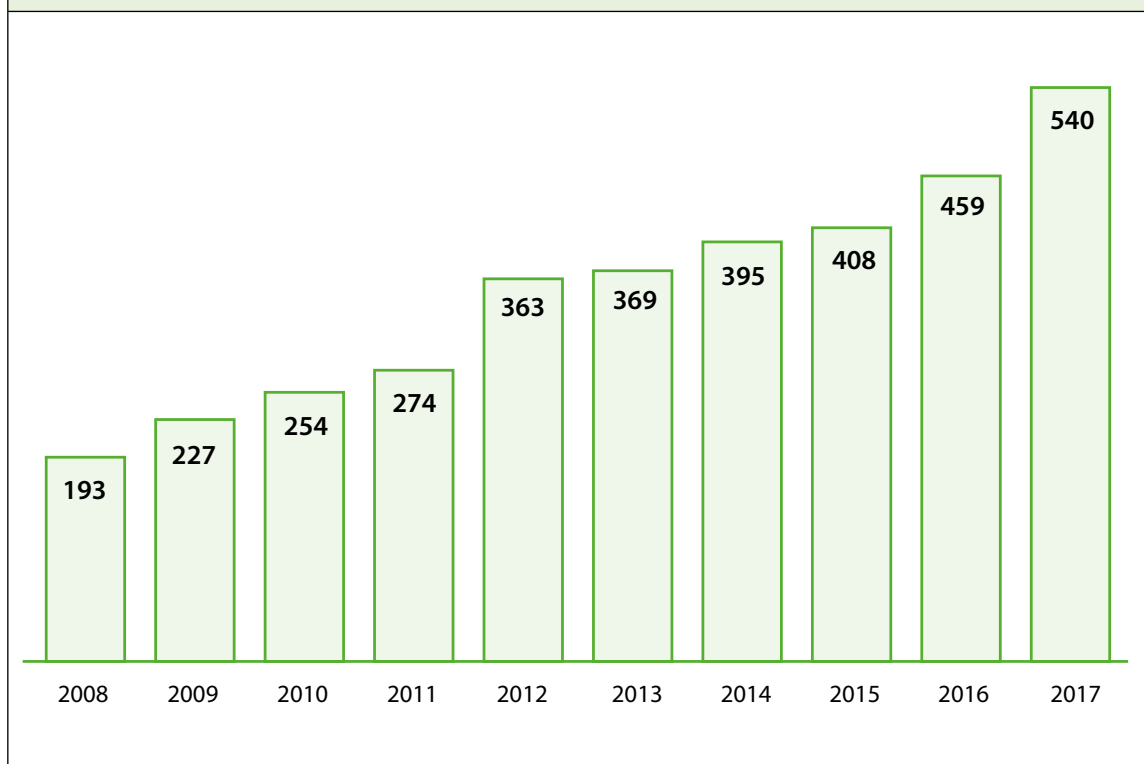
Contrats-cadres pluriannuels avec l'UE

Depuis 2002, nous avons obtenu quatre contrats-cadres pluriannuels successifs pour des services d'appui à la formation et au développement du personnel de l'UE dans le domaine du droit de l'UE, de la gouvernance et des affaires européennes et internationales. Nous avons géré seul les deux premiers, tandis que les troisième et quatrième ont été remportés par un consortium dirigé par l'IEAP avec le Collège d'Europe et Lattan-

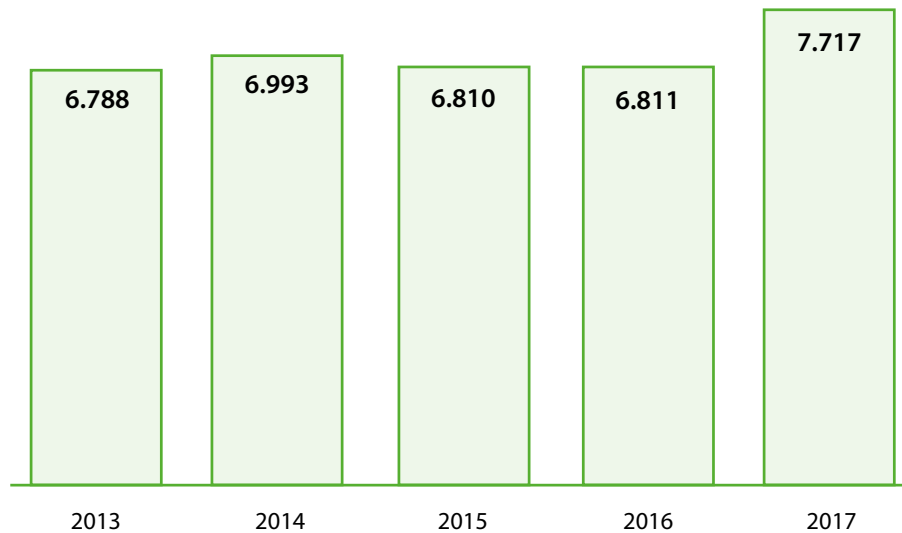
zio Learning. En 2016, nous avons également obtenu le contrat-cadre sur l'élaboration des politiques et la gestion stratégique, en partenariat avec Capita Business Services.

Le nombre total d'activités annuelles dispensées par le biais de ces activités a régulièrement augmenté au fil des années. Rien qu'en 2017, nous avons formé près de 8 000 participants dans le cadre de 540 activités.

Nombre annuel total d'activités organisées par l'IEAP et ses partenaires du consortium pour les institutions, organes et agences de l'UE, 2008-2017



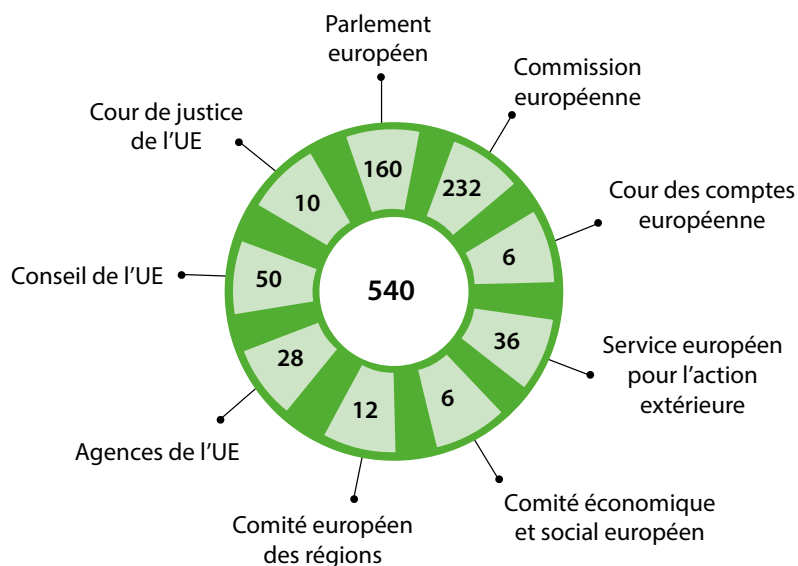
Nombre annuel total de participants aux activités organisées par l'IEAP et ses partenaires du consortium pour les institutions, organes et agences de l'UE, 2013-2017



Ces contrats couvrent pratiquement l'intégralité des institutions, organes et agences de l'UE. La principale exception est la Banque européenne d'investissement à laquelle nous fournissons des services séparément. Le plus grand nombre d'activités a été demandé par la Commission européenne et par le Parlement

européen. En 2017, nous avons également fourni des services pour le Service européen pour l'action extérieure et le Conseil de l'UE, ainsi que pour le Comité européen des régions, le Comité économique et social européen, la Cour des comptes européenne, la Cour de justice et neuf autres agences de l'UE.

Nombre d'activités organisées par l'IEAP et ses partenaires du consortium pour les institutions, organes et agences de l'UE, 2017



Nous apportons souvent une expertise spécialisée ponctuelle, mais bon nombre de nos formations figurent toutefois dans les catalogues des institutions de l'UE. Elles sont élaborées en étroite concertation avec l'autorité demandeuse. Par exemple, nos formations pour la Commission sont développées en collaboration avec des fonctionnaires internes et

s'appuient souvent sur l'expertise interne de la Commission, en vue de maximiser la pertinence directe des activités pour le travail des fonctionnaires qui y participent.

Le tableau ci-dessous montre les principales activités de ce genre que nous assurons régulièrement pour la Commission, le Parlement et le Conseil.

PRINCIPALES ACTIVITÉS ORGANISÉES PAR NOTRE CONSORTIUM, 2016-2017

COMMISSION EUROPÉENNE	PARLEMENT EUROPÉEN	CONSEIL DE L'UE
<p>Secrétariat général <i>Formations Ariane</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Procédures internes et interinstitutionnelles • Relations avec le Conseil • Relations avec le Parlement européen • La procédure législative ordinaire • Actes délégués et actes d'exécution • Agences décentralisées de l'UE <p><i>Formations sur la meilleure réglementation</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Meilleure réglementation autour du cycle de politiques • Analyse de la subsidiarité • Logique d'intervention • Evaluation d'impact • Monitoring et indicateurs • Quantification et monétisation • Evaluation à la Commission <p>DG Ressources humaines</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le semestre européen • La politique de nouvelle gouvernance économique • Introduction à la microéconomie • Introduction à la macroéconomie • La crise financière mondiale • La crise de la dette souveraine de l'UE <p>DG Centre commun de recherche</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le rôle de la DG JRC dans le processus décisionnel européen • L'économie pour non-économistes <p>DG Recherche et innovation</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'économie pour non-économistes <p>DG Commerce</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'OMC et le droit international <p>DG Traduction</p> <ul style="list-style-type: none"> • Politique d'asile et de migration 	<ul style="list-style-type: none"> • Rédaction de textes législatifs • Travailler avec des amendements législatifs • Meilleure réglementation • Actes délégués et d'exécution • Le processus décisionnel de l'UE dans le domaine budgétaire • Le droit européen de l'environnement • Le droit de l'UE pour non-juristes • Gouvernance économique de l'UE • Action extérieure et le PE • Politiques de l'Union dans le PE • Citoyenneté de l'UE • Coopération judiciaire en matière pénale • Protocole et étiquette 	<ul style="list-style-type: none"> • Institutions de l'UE et actes juridiques • Droit de l'UE pour non-juristes • Actes délégués et d'exécution • Services financiers de l'UE • De meilleures statistiques, une meilleure politique • La pensée politique • Rédaction efficace de briefings sur les politiques • Améliorer les briefings oraux • Prévoyance stratégique et planification par scénarios • Renseignement de source ouverte • Egalité des chances



Nous couvrons toute une série de thèmes spécialisés dans le domaine des affaires internationales pour l'UE

Nous couvrons toute une série de thèmes spécialisés dans le domaine des affaires internationales pour l'UE. Dans le cas du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), par exemple, ces thèmes comprenaient en 2017 des thèmes comme la radicalisation et le contre-terrorisme, les droits de l'homme, la religion et la politique étrangère, la diplomatie publique, l'analyse politique et l'établissement de rapports, ainsi que la question des relations de l'UE avec les États-Unis, la Russie et la Chine, et les perspectives de la stratégie globale de l'UE dans son ensemble.

FORMATS ET MÉTHODES D'APPRENTISSAGE

La plupart des activités se passent en face-à-face. Étant donné la diversité des thèmes et des groupes de participants, les méthodologies utilisées varient considérablement. Toutefois, nous essayons toujours de personnaliser le contenu en fonction des préoccupations du client. Nous faisons un usage maximal des études de cas, que nous élaborons souvent conjointement avec l'organisation partenaire ; nous intégrons des exercices pratiques et des éléments interactifs et nous incorporons des discussions structurées avec des experts internes et des fonctionnaires expérimentés.

Formation à la présidence

La préparation des fonctionnaires et agents publics bulgares



Plus de 1 500 fonctionnaires ont été formés à l'occasion de 54 formations de groupe à Sofia (BG) et de 6 formations de groupe à Bruxelles (BE) entre mars et octobre 2017

En 2017, nous avons lancé un programme de formation à grande échelle pour préparer la Bulgarie à la présidence tournante du Conseil de l'UE. Le projet avait pour principal objectif d'améliorer et de mettre à jour les connaissances et compétences applicables des fonctionnaires et des agents publics bulgares en vue de la présidence bulgare du Conseil de l'UE en 2018.

Le projet qui nous a été attribué en janvier 2017, en tant que chef de file d'un consortium avec l'ENA (École nationale d'administration), marquait la reconnaissance de notre réputation de longue date dans la préparation des États membres de l'UE à la présidence, ainsi que de notre rôle de partenaire de confiance pour l'administration publique bulgare.

DÉTAILS DU PROJET

Groupe cible

Trois groupes étaient ciblés :

- Futur présidents et vice-présidents des groupes de travail du Conseil
- Fonctionnaires occupant différentes fonctions au sein du mécanisme national de coordination des affaires de l'UE
- Coordinateurs politiques

Les modules

En tant que chef de file du consortium, nous étions responsables de plus de 80 % des services de formation, notamment de la conception et de l'exécution des modules 1 et 3.

1

Module 1: 'Processus législatif de l'UE et pratique du trilogue après le traité de Lisbonne. Stratégies et tactiques de lobbying.'

Ce module de trois jours a été dispensé à 1 011 participants (notamment aux 300 présidents et vice-présidents) répartis en 36 groupes.

2

Module 2: 'Présider les réunions des groupes de travail du Conseil.'

Il s'agissait également d'un module de trois jours, conçu et assuré par notre partenaire, l'ENA, pour 300 participants répartis en 12 groupes.

3

Module 3: 'Documents et flux de documents de l'UE.'

Le module 3 était une formation de deux jours que nous avons dispensée à 360 participants (notamment aux 300 présidents et vice-présidents) répartis en 12 groupes.

Rétroaction

Nous avons reçu de très bons commentaires des participants, sachant que près de 75 à 90 % d'entre eux ont choisi le score le plus élevé de l'échelle pour l'évaluation globale de la formation, selon le module.


"Je suis très heureux d'avoir participé à la formation. Les formateurs étaient parfaits et les informations présentées très intéressantes. Je pense que l'orientation pratique de la formation sera très utile pour préparer la présidence bulgare du Conseil. Nous avons reçu de nombreux conseils et acquis de l'expérience sur ce qu'il faudra faire pour faciliter le travail de la présidence à venir."

Appui supplémentaire

Outre les trois modules de la formation, nous avons également conçu et géré une plate-forme en ligne offrant l'accès à des modules de formation en ligne préparatoires et à d'autres documents de référence d'ordre général, afin d'aider les participants à continuer à se former par eux-mêmes.

Au vu du feed-back très positif reçu de la part des participants bulgares et de la partie contractante (Institut bulgare d'administration publique), nous allons continuer à appuyer la présidence de la Bulgarie pendant les événements clés du calendrier de la présidence bulgare 2018.





‘Le renforcement des capacités administratives est un processus qui devrait conduire à des changements effectifs. Nous aidons les administrations (italiennes) à exercer comme il se doit les différentes fonctions qui sont nécessaires pour garantir une gouvernance plus forte et des services de meilleure qualité, et cela pour le plus grand bénéfice des citoyens.’

Cristiana
Turchetti (IT)
Chef de l'unité
'Gestion publique
européenne'

Services pour les Etats membres

Activités sur mesure pour l'administration publique italienne

Depuis plusieurs années, nous réalisons des activités pour différents

organes et associations de l'administration publique italienne, notamment pour l'Agence nationale de la microfinance et pour le Département des politiques européennes du Conseil des ministres. Ces activités englobent principalement des services de formation et d'assistance technique sur mesure pour de larges groupes de fonctionnaires de l'administration publique nationale, régionale et locale, sur des thèmes tels que les opportunités de financement européen direct ou les outils de gestion de projets et les compétences associées.

Dans le cadre de ces contrats annuels, le Département des politiques européennes du Conseil des ministres nous a également demandé, en 2017, de créer et d'assurer des formations et des activités supplémentaires sur des thèmes stratégiques dans le domaine de l'aide d'État, et ce, pour toutes les régions italiennes. Sachant que l'Italie est le premier pays à avoir signé une 'Appréciation commune' avec la DG COMP pour promouvoir un meilleur usage et une meilleure coordination des instruments d'aide d'État, notre coopération de longue date avec le secteur public de ce pays a joué un rôle clé dans la confiance que le département nous a accordée en nous demandant d'assurer tous les services de formation en

vue de la diffusion de connaissances sur les enjeux, les aspects et les pratiques de l'aide d'État.

Dans ce contexte, nous avons mené 12 programmes de formation pratique au cours desquels des participants de toute la région ont pu discuter des enjeux de leur travail quotidien et de l'utilisation appropriée de l'aide d'État. Ces programmes étaient animés par nos experts internes en coopération avec d'autres professionnels

Nous adaptons nos offres aux exigences et aux priorités nationales et locales

et experts de haut niveau de l'UE et d'institutions nationales italiennes. Outre les formations, nos experts ont fourni d'autres services tels que la conception et la réalisation de recherches comparatives, des enquêtes en ligne pour analyser les besoins de formation, la mise à jour de sites Internet officiels ainsi que la création de quelques vidéos thématiques en ligne.

Les programmes susmentionnés ne sont que quelques exemples parmi les plus récents de notre capacité à comprendre les besoins des pays et à adapter nos offres aux exigences et aux priorités nationales et locales.

Gros plan sur les administrations locales

Formation transfrontalière et échange de solutions pour répondre aux enjeux actuels au niveau local

Par le biais de son centre de Barcelone et en collaboration avec la ville de Barcelone, l'IEAP a fondé en 2014 le Groupe européen de gouvernance économique et financière des villes (CEFG) (www.cefg.eu), une initiative majeure en faveur des administrations locales. En 2017, le nombre d'adhérents s'est étoffé et comprend maintenant huit grandes villes européennes : Amsterdam, Barcelone, Bordeaux, Dublin, Hambourg, la City de Londres, Milan et Vilnius.

Le CEFG fonctionne sous la forme d'un partenariat de haut niveau entre les directeurs généraux et les directeurs financiers de villes majeures qui bénéficient de soutien grâce à la participation active de la Commission européenne – Eurostat.

Des enseignements conjoints sont rassemblés et partagés pour stimuler la gouvernance économique et financière au niveau des villes, et obtenir une vision locale, mais transfrontalière, élaborée des questions de gestion fiscale et financière dans la sphère publique. Le CEFG est de plus en plus reconnu comme un groupe européen de référence en matière de bonne gestion financière grâce à ses résultats tangibles et à son approche de résolution des problèmes. Notre centre de Barcelone continue à assurer la responsabilité et la gestion globales du groupe.

Cette forme de coopération entre villes est unique, car c'est la première fois que les questions de gestion fiscale et financière sont évoquées dans une perspective transfrontalière au niveau des villes. Le fait que l'IEAP et les villes membres du groupe soient invités à différents événements de haut niveau montre l'importance

du réseau et son succès. En 2017, ils ont notamment participé au rassemblement annuel du groupe de travail sur la pérennité financière du gouvernement des États-Unis à Washington DC au mois de septembre, à la réunion des directeurs municipaux consacrée aux villes intelligentes pendant le congrès mondial Metropolis XII à Montréal au mois de juin, et à la conférence annuelle du CIPFA à Manchester en juillet. Un article intitulé « City and country » (Ville et pays), qui décrit le CEFG, a été publié dans le prestigieux magazine britannique Public Finance au mois d'octobre.



En 2017, les villes ont échangé leurs points de vue et leurs pratiques sur deux thèmes majeurs :

1. Pratiques et politiques de budgétisation (transparence, budgets ouverts, détermination des coûts sur la base de l'activité, etc.)

2. Normes comptables européennes pour le secteur public (EPSAS)

En ce qui concerne le premier thème, toutes les villes communiquent des informations sous différentes formes sur leurs sites Internet. Mais la plupart des documents restent difficiles à comprendre pour la majorité des citoyens. Il suffirait de les rendre plus lisibles pour améliorer l'accès au contenu des documents. Il faudra également mettre en balance les coûts de création de plateformes de données ouvertes complètes et faciles à visualiser et les besoins et demandes des citoyens.

En ce qui concerne les EPSAS, le système comptable utilisé dans les pays détermine également les informations qui sont mises à la disposition des investisseurs. La

présence de systèmes harmonisés jouerait un rôle crucial dans l'obtention du niveau de transparence nécessaire. Les utilisateurs des informations comptables (responsables politiques, citoyens, institutions financières et, potentiellement, investisseurs) ne sont pas comptables. Il est donc important de leur expliquer clairement les termes et les concepts utilisés. Avec son modèle de santé financière et ses indicateurs-clés de performance, le CEFG a commencé à s'attaquer à ce problème en essayant de pallier l'absence de comptes publics harmonisés en Europe. Enfin, la gestion du changement sera un facteur essentiel dans ce processus, sachant que la comptabilité d'exercice – si elle est appliquée correctement – aura un large impact sur l'organisation (systèmes informatiques, processus décisionnel, etc.), qui devra être intégralement repensée. Ce changement devrait conduire – et conduira – à une transformation culturelle de l'administration publique qui pourrait contraster avec les traditions administratives existantes. La dernière production du CEFG – les *CEFG Group City Portraits* – vient d'être publiée. Ces portraits fournissent des informations contextuelles sur l'environnement dans lequel évoluent les finances et la gestion financière des villes. Ils complètent ainsi les informations financières figurant dans les rapports financiers standardisés.

Pour 2018, le CEFG a convenu d'élargir son réseau à une ou deux nouvelles villes.

Des informations sur les conditions de participation au groupe sont disponibles auprès du président du groupe à l'IEAP Barcelone, M. Alexander Heichlinger, à l'adresse info@cefg.eu.



Septième réunion du CEFG à Barcelone, les 1er et 2 juin 2017.

Renforcement des capacités institutionnelles

Lancé en septembre 2016, le projet intitulé 'Support for developing better country knowledge on public administration and institutional capacity building' (**European Public Administration Country Knowledge – EUPACK**) est une mission d'envergure commandée par la DG Emploi, Affaires sociales et Inclusion de la Commission européenne au consortium dirigé par l'IEAP en collaboration avec la Hertie School of Governance et Ramboll Management Consulting.

L'objectif global d'EUPACK est de mieux connaître et comprendre le statut et la dynamique des réformes de l'administration publique dans les États membres de

L'objectif global d'EUPACK est de mieux connaître et comprendre le statut et la dynamique des réformes de l'administration publique dans les États membres de l'UE

l'UE et d'apporter un appui externe pour en améliorer la qualité, dans le but de mieux cibler l'appui futur de l'UE dans ce domaine (après 2020).

C'est d'ailleurs la première fois que la Commission européenne demande à obtenir une vue d'ensemble nationale et thématique cohérente des caractéristiques des administrations publiques dans tous les États membres. Parallèlement, ce projet a également étudié le contenu, les résultats et l'impact des réformes, afin de mieux comprendre les effets et l'efficacité des approches et initiatives d'appui de l'UE et autres qui visent à améliorer la qualité de l'administration publique dans les États membres de l'UE.

En 2017, nous avons travaillé, en collaboration avec nos partenaires, au développement d'une vision globale des systèmes, cultures et fonctions des administrations publiques. Il nous a fallu, pour cela, réaliser une analyse à la fois quantitative et qualitative afin de cartographier les caractéristiques administratives de chaque État membre. Nous avons pour objectif de

mieux appréhender les capacités, les performances, la gestion et les systèmes institutionnels formels et informels des administrations publiques et d'en tirer des conclusions sur la base de cette analyse. Une évaluation interprétative qualitative et quantitative (basée sur des indicateurs/données) a été nécessaire pour pouvoir fournir une analyse comparative et systématique des principaux domaines du renforcement des capacités institutionnelles dans chacun des différents États membres en ce qui concerne les capacités, la gestion et les performances de l'administration publique.

Ce travail a permis d'obtenir de nombreuses informations qui permettent de décrire et de comparer systématiquement les principales caractéristiques des administrations publiques et de leur contexte institutionnel élargi pour l'ensemble des 28 États membres de l'UE. Les résultats sont disponibles sous la forme de 28 rapports nationaux qui viennent compléter le rapport public suivant : *A comparative overview of Public Administration Characteristics and Performance in EU28*. <http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=19208&langId=en>.

Également chargé de comprendre la dynamique des réformes, notre consortium a ensuite essayé de cerner dans le temps ces dynamiques dans chacun des États membres et a donc étudié les effets de réformes précises sur la base d'une analyse de certaines réformes dans chaque pays. Cela nous a permis de fournir une synthèse des principales similarités/différences et de faire la lumière sur les leviers des réformes administratives efficaces dans les États membres.

Le travail de 'conseil interne' que notre institut fournit à la Commission européenne se poursuivra en 2018. Nous finaliserons notre évaluation du rôle et de l'impact de l'appui externe sur le renforcement des capacités et sur les réformes de l'administration publique dans certains États membres afin d'améliorer l'appui de l'UE au cours de la prochaine période de programmation (CFP 2021-2027). Notre mission consiste donc à mener une évaluation à la fois sommative (Où l'argent est-il allé? Les financements ont-ils été utilisés efficacement?) et formative (Comment mieux cibler l'appui à l'avenir?).

Services juridiques

Par le biais de notre antenne à Luxembourg, le Centre européen de la magistrature et des professions juridiques, nous fournissons des formations générales et hautement spécialisées à un certain nombre d'États membres. Ces formations peuvent être horizontales par nature ou mettre l'accent sur un domaine politique spécifique et apporter des exemples pratiques dans ce domaine.

Ces programmes font souvent partie de la formation initiale des nouveaux fonctionnaires qu'ils permettent de familiariser avec les instruments juridiques européens et avec leur introduction et leur application dans le droit national des pays. Ils peuvent également faire partie de la formation continue des fonctionnaires en insistant davantage sur la transposition et/ou l'application pratique des instruments juridiques européens dans et/ou au sein du système juridique national.

Dans d'autres cas, nous organisons une formation juridique européenne à destination de groupes cibles spécifiques au sein des administrations nationales, tels que les fonctionnaires et agents du système juridique impliqués dans les procédures d'infraction au traité. Ces activités mettent l'accent sur les réponses à apporter aux questions de (ou aux procédures formelles initiées par) la Commission européenne liées à la mise en œuvre tardive, incorrecte ou incomplète du droit européen.

QUELQUES ACTIVITÉS PERSONNALISÉES ORGANISÉES EN 2017

Chypre: après le succès remporté par l'atelier de 2016 sur la procédure d'infraction, le bureau du procureur général de Chypre, en coopération avec l'Académie chypriote d'administration publique, nous a demandé d'organiser un atelier pour les agents juridiques couvrant trois thèmes différents : (i) légalité des actes de l'UE ; (ii) relation entre le droit national et le droit européen ; et (iii) compétence externe de l'UE.

France: pour l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), nous avons conçu un programme de formation modulaire destiné au personnel non juriste, offrant un aperçu du système juridique et constitutionnel de l'UE,

suiwi d'une analyse et d'une formation approfondies sur la politique et le droit social européen, les travailleurs détachés et les soins de santé transfrontaliers.

Espagne: à la suite d'une formation sur la procédure d'infraction dispensée à des conseillers juridiques au *Centre d'Estudis Jurídics i Formació Especialitzada* (CEJFE) de Barcelone, ce centre nous a demandé de réaliser une formation sur le thème de l'action en annulation, qui permet aux autorités administratives sous-nationales d'ester en justice devant la Cour de justice de l'Union européenne. Nos experts ont décrit la procédure et expliqué comment intervenir devant la Cour dans de tels cas.

Notre antenne de Luxembourg a dispensé des formations personnalisées et axées sur la pratique pour des juges, des procureurs, des avocats de la défense et du personnel des tribunaux

Suède: nous avons formé le personnel du Conseil de l'enseignement supérieur à la mobilité transfrontalière en vertu de la libre circulation des travailleurs et des services et du droit d'établissement en général, ainsi que du système de reconnaissance des qualifications professionnelles en particulier. Nous avons également organisé un événement pour un groupe choisi de fonctionnaires portant sur la mise en œuvre pratique de la législation européenne dans ce domaine.

Nos activités personnalisées se déroulent généralement dans les locaux de la partie contractante et souvent dans la langue locale, par exemple, en espagnol ou en français dans les cas ci-dessus. ►

SERVICES SPÉCIALISÉS POUR LES PROFESSIONS JUDICIAIRES ET AUTRES PROFESSIONS JURIDIQUES

Cofinancée par des subventions de la DG Justice, notre antenne de Luxembourg a dispensé des formations personnalisées et axées sur la pratique pour des juges, des procureurs, des avocats de la défense et du personnel des tribunaux en partenariat avec plusieurs institutions de formation judiciaire nationales et différents réseaux européens. Voici quelques exemples d'actions menées l'année dernière:

- formation pratique à l'application du mandat d'arrêt européen. La formation est allée au-delà de l'instrument en lui-même pour montrer comment appliquer le mandat d'arrêt européen tout en garantissant la protection des droits fondamentaux;
- formation des formateurs à différents instruments de coopération judiciaire (affaires civiles et pénales) portant plus spécifiquement sur les connaissances et les procédures destinées aux huissiers et au personnel non juriste. Nos services se sont chargés de l'élaboration et de l'organisation des programmes, des supports de formation et des manuels ainsi que des méthodes de formation.

En 2017, nous avons également poursuivi notre coopération avec le Conseil des notariats de l'Union européenne (CNUe) afin de fournir des évaluations de la qualité et de l'impact des activités de formation organisées par les associations nationales de notaires au sein de l'Union européenne.

Pour les autorités judiciaires nationales, nous avons également organisé des formations et des ateliers axés sur la pratique portant sur l'interprétation et l'application des instruments juridiques européens et sur les diverses possibilités de demander conseil à la Cour de justice de l'UE (« procédure préjudicielle »). En fonction des demandes de nos clients, nos activités peuvent combiner théorie et sessions interactives sur l'interprétation et l'application des règles ou des procédures couvertes par l'activité, sur la base de cas réels, d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques ainsi que des visites dans les tribunaux nationaux d'autres États membres, à la Cour de justice de l'UE ou, par exemple, à la Cour de justice de l'AELE.

MASTER EN LIGNE EN ÉTUDES JURIDIQUES EUROPÉENNES (ONLINE MASTER IN EUROPEAN LEGAL STUDIES) -MELS

Notre programme de master de deux ans cible des apprenants adultes qui souhaitent améliorer leurs opportunités de carrière ou développer leur connaissance du droit de l'UE. Le programme est dispensé en anglais et en français par un corps enseignant européen composé de personnels de diverses universités européennes, d'experts et praticiens internes de cabinets d'avocats et des administrations publiques judiciaires, ainsi que de fonctionnaires des institutions et tribunaux de l'UE. L'édition actuelle est un programme de formation mixte associant apprentissage en ligne et sessions de formation en face-à-face pendant des week-ends académiques mensuels. Nous actualisons continuellement la pertinence pratique du programme en offrant de nouvelles études de cas, des simulations, des exercices de groupe et des exercices individuels qui sont toujours basés sur des cas réels.

Le programme permet d'obtenir un master délivré par l'université de Lorraine.

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site Internet www.eipa.eu.



"Je recommanderais très certainement le MELS à quiconque cherche à obtenir un meilleur aperçu du droit de l'UE. Contrairement à de nombreux cours à temps partiel, il préserve l'important contact face à face, et grâce au large éventail de thèmes abordés chacun y trouve son compte. Il m'a fallu travailler dur, mais cette expérience d'apprentissage a été très agréable."

Kate Wilson

Assistante parlementaire accréditée, PE

‘A l’IEAP Luxembourg, nous nous spécialisons dans la fourniture d’activités sur mesure qui permettent à nos clients non seulement d’acquérir une bonne maîtrise du droit de l’UE, mais également de son application et de son exécution dans la pratique.’

Peter
Goldschmidt
(DK)
Directeur Antenne
Luxembourg



Nos partenaires en 2017

Institutions européennes / Agences et Organes

- Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA)
- Agence européenne des médicaments (EMA)
- Agence européenne des produits chimiques (ECHA)
- Agence européenne pour l'environnement (AEE)
- Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice (EU-LISA)
- Agence ferroviaire européenne (ERA)
- Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA)
- Autorité européenne des marchés financiers (AEMF)
- Banque européenne d'investissement (BEI)
- Centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies (ECDC)
- Comité des régions (CoR)
- Comité économique et social européen (CESE)
- Commission européenne (CE)
- Conseil de l'Union européenne
- Conseil de résolution unique (CRU)
- Cour de justice de l'Union européenne (CJUE)
- Cour des comptes européenne (CCE)
- Ecole européenne d'administration (EUSA)
- Eurojust
- Parlement européen (PE)
- Service européen pour l'action extérieure (SEAE)

Agences et autorités nationales

- Institut national de Justice - NIJ (BG)
- Inspection générale des affaires sociales - IGAS (FR)
- Comité national permanent italien pour le Microcrédit (IT)
- Cour suprême de Corée (KR)

Ministères au niveau central

- Chancellerie fédérale allemande (DE)
- Ministère fédéral allemand de l'Intérieur (DE)
- Département pour les politiques européennes, Présidence du Conseil des ministres, Italie (IT)
- Ministère luxembourgeois des Affaires étrangères et européennes (LU)
- Ministère luxembourgeois de la Fonction publique et de la Réforme administrative (LU)
- Chancellerie d'État de la République de Lettonie (LV)
- Bureau du Premier ministre de Malte (MT)
- Ministère néerlandais de l'Intérieur et des Relations au sein du Royaume (NL)
- Ministère d'administration publique de la République de Slovénie (SI)

Autorités locales / régionales / fédérales

- Danube Strategy Point - DSP, Bruxelles (BE)
- Ville de Barcelone (ES)
- Ville de Maastricht (NL)



Réseaux et écoles d'administration publique

- Institut bulgare d'administration publique - IPA (BG)
- Académie chypriote d'administration publique - CAPA (CY)
- Institut basque d'administration publique - IVAP (ES)
- Centre d'études juridiques et de formation spécialisée - CEJFE (ES)
- Centre d'études de l'administration publique régionale de Cantabrie - CEARC (ES)
- Centre des Hautes Études du Ministère de l'Intérieur - CHEMI (FR)
- Institut National luxembourgeois d'Administration Publique - INAP (LU)
- Ecole régionale d'administration publique - ReSPA (ME)

Organisations internationales

- Conseil de l'Europe
- Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne - EUROCONTROL

Universités

- National University of Public Service - NUPS (HU)
- Université de Maastricht (NL)
- Nord University (NO)
- Université norvégienne de science et technologie - NTNU (NO)

Autres

- Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit – GIZ (DE)
- Organisation Internationale de la Francophonie – OIF (FR)
- Association italienne des notaires (IT)
- Fédération nationale italienne de l'ordre des vétérinaires - FNOVI (IT)
- Office national de prévoyance et d'assistance pour les psychologues – ENPAP (IT)
- Agence centrale pour la gestion de projets - CPVA -LT)
- Projets sociaux, juridiques et économiques européens - ESTEP (LT)
- Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement (LU)
- Mission d'Israël auprès de l'Union européenne (IL)
- AECOM, République d'Afrique du Sud (ZA)



Apprentissage en ligne

Nous proposons une série de modules d'autoformation, disponibles sur notre portail i-Learn. Ces modules permettent à nos clients de bénéficier d'une expérience d'apprentissage exhaustive tout en restant confortablement installés au bureau, chez eux ou n'importe où ailleurs.

SOLUTIONS PERSONNALISÉES

En 2017, nous avons poursuivi le développement de solutions d'apprentissage personnalisées pour différents clients. Nos formations en ligne offrent aux organisations la possibilité d'atteindre leurs objectifs d'apprentissage spécifiques et résultent toujours d'un processus de création collaboratif soigneux, au cours duquel nos experts unissent leurs forces avec celles du partenaire sous-traitant. Ils ont pour objectif conjoint d'élaborer une formation en ligne optimisée capable de satisfaire aux ambitions et aux objectifs de l'organisation concernée. Au cours de l'année 2017, nous avons travaillé sur une série de projets pour un certain nombre de clients.

CONTRATS-CADRES POUR L'UE

Nous avons contribué au contenu des nouveaux portails de formation centraux mis en place dans les institutions de l'UE, qui offrent davantage de flexibilité et de personnalisation pour la formation du personnel. Nous sommes également en train de discuter d'approches de formation mixtes avec nos partenaires et nous utilisons déjà de nouveaux formats d'apprentissage. Par exemple, en 2017, nous avons élaboré une introduction en trois parties (en ligne) à la Politique étrangère et de sécurité commune et à la Politique de sécurité et de défense commune destinée à tous les nouveaux membres du Service européen pour l'action extérieure. En collaboration étroite avec le SEAE, nous avons également fourni une série de trois webinars sur la diplomatie publique destinée au personnel des sièges sociaux et à leurs homologues dans les délégations. Ces webinars ont ensuite servi de fondement à une communauté de pratique destinée à faciliter l'échange régulier de bonnes pratiques.

En 2017 nous avons offert:

Processus décisionnel européen

Politiques européennes

Droit de l'UE

Gestion publique européenne

*Nos formations en ligne
offrent aux organisations
la possibilité d'atteindre
leurs objectifs d'appren-
tissage spécifiques*





Concours européen d'excellence dans le secteur public

EPSEA 2017

‘Évaluez-vous et prenez exemple sur les meilleurs –
Mettre en lumière et récompenser l'excellence dans
le secteur public européen’

En 2017, notre institut (avec le soutien institutionnel et financier de 8 partenaires publics européens) a organisé et géré pour la cinquième fois consécutive le Concours européen d'excellence dans le secteur public. Lancé en 2007, ce concours biennal est le seul concours européen du secteur public ouvert aux administrations publiques de tous niveaux en Europe.



1

thème

Un thème général 'Innovation dans le secteur public en 2017 : nouvelles solutions à des problèmes complexes' (*An Innovative Public Sector in 2017: New Solutions to Complex Challenges*).

3

catégories

Trois catégories administratives différentes : catégorie supra-locale et locale, catégorie régionale et catégorie européenne et nationale.

150

projets

150 projets innovants provenant de 30 pays européens et de plusieurs institutions et agences de l'UE sur des enjeux actuels et complexes auxquels les administrations publiques sont confrontées.

Les cas EPSA forment une riche base d'expériences qui est mise au service et à la disposition de toutes les administrations publiques européennes. Cette base permet de générer un savoir-faire de grande valeur et des résultats essentiels qui peuvent être utilisés pour apporter des solutions innovantes et des opportunités d'apprentissage.



Les trois lauréats de l'EPSA 2017

Les trois lauréats de l'EPSA 2017 ont trouvé des solutions novatrices à trois grands enjeux auxquels les administrations publiques sont actuellement confrontées : numérisation, inclusion sociale et approches ascendantes réussies

SUPRA-LOCALE ET LOCALE

Dans la catégorie administrative supra-locale et locale, le prix a été décerné au projet 'Nordwärts' soumis par la ville de Dortmund (DE). Cette initiative montre comment la ville gère le développement d'une partie de Dortmund qui a subi des changements substantiels après la dissolution de l'industrie de l'acier et du charbon. Grâce à l'implication et à l'engagement de la société civile, une stratégie de développement est en cours d'élaboration pour cultiver des projets axés sur les besoins, afin d'améliorer la qualité de vie des habitants en identifiant et en mettant en œuvre des projets ascendants. Le projet permet à la population de mieux s'identifier à son quartier, développe l'espace disponible de manière durable et à l'épreuve du temps, sauvegarde des emplois et crée de nouveaux emplois en attirant des entreprises pour qu'elles s'installent sur place.

RÉGIONALE

Dans la catégorie administrative régionale, le prix de l'EPSA 2017 a été attribué au projet 'Open.Heart' soumis par le Bureau de médiation et de défense des enfants et des jeunes de Salzburg (AT). Ce projet est un programme de mentorat pour les réfugiés mineurs non accompagnés et les jeunes réfugiés jusqu'à 21 ans, qui comprend notamment un programme préparatoire en 6 modules pour les bénévoles de plus de 28 ans qui souhaitent devenir mentors. Le Bureau de médiation et de défense a également créé un programme alternatif de famille d'accueil étroitement associé au projet Open.Heart, qui permet à des jeunes réfugiés de vivre dans une famille d'accueil. Les premiers résultats montrent que le projet apporte une contribution vitale au processus d'intégration et d'inclusion sociale.

EUROPÉENNE ET NATIONALE

Le prix de la catégorie administrative européenne et nationale a été décerné à « The Co-operation Fund » soumis par l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle. Cette initiative a numérisé et standardisé l'inscription des marques, dessins et modèles dans l'UE et dans les différents pays de l'UE, améliorant ainsi la transparence et facilitant l'engagement de poursuites en cas d'atteintes aux marques et aux droits de propriété intellectuelle. La réalisation de ces objectifs a contribué à l'émergence d'un paysage paneuropéen de la propriété intellectuelle cohérent et rationalisé, qui a permis de faire des économies substantielles. En conséquence, les relations de confiance et de fiabilité entre les citoyens de l'UE, les administrations nationales de la propriété intellectuelle et l'OUEPI se sont améliorées et renforcées. Des bases de données puissantes contenant plus de 40 millions de marques mondiales et 10 millions de dessins et modèles mondiaux sont désormais à la portée de quiconque souhaite les utiliser.



PUBLICATION DE L'EPSA 2017

La publication de l'EPSA 2017 contient la liste des tendances et pratiques 2017 de l'EPSA ainsi que tous les résumés et coordonnées des 34 bonnes pratiques, nominés et lauréats identifiés. La publication est accessible à l'adresse : www.epsa2017.eu.



CONFÉRENCE FINALE ET CÉRÉMONIE DE REMISE DES PRIX

Quelque 130 invités de 19 pays européens, de la Commission européenne et d'organes internationaux ont participé aux activités de l'EPSA 2017 organisées à Maastricht du 20 au 22 novembre.



Remise des certificats de bonne pratique dans le bâtiment historique de l'Hôtel de ville de Maastricht.



Quelque 130 invités de 19 pays européens ont participé aux activités de l'EPSA 2017.



Les 12 projets nominés ont pu montrer leurs réalisations lors d'ateliers parallèles par catégorie à l'IEAP.



Theo Bovens, gouverneur et commissaire du Roi pour la Province du Limbourg, s'adressant à l'audience.

Partenaires officiels de l'EPSA 2017

Commission européenne • Autriche • Hongrie • Italie • Luxembourg • Pays-Bas • Norvège • Suède



Gemeente Maastricht

Avec le soutien
de la ville de Maastricht
et de la province néerlandaise de Limbourg

provincie limburg





Nos centres

Maastricht

L'IEAP Maastricht a été créé en 1981 à l'occasion du premier Sommet européen tenu à Maastricht. Depuis plus de 35 ans, nous nous sommes imposés comme un centre d'excellence sur l'intégration européenne et les nouveaux défis de la gestion publique en Europe.

Établies au cœur de l'Euregio Meuse-Rhin, dans la charmante et dyna-

mique ville de Maastricht, nos installations de formation sont situées à proximité directe de Bruxelles et d'autres villes d'Europe. À Maastricht, nos activités s'articulent autour de trois clusters thématiques:

- Gouvernance de l'UE
- Gestion publique européenne
- Politiques européennes.





Luxembourg

Créé en vertu d'une convention signée en 1992 entre le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'IEAP, le Centre européen de la magistrature et des professions juridiques, notre Centre au Luxembourg, fournit des services dans le domaine de l'interprétation, de la transposition et de l'application du droit de l'UE depuis 25 ans.

Les activités du Centre sont élaborées et délivrées par une équipe résidente d'experts juridiques

expérimentés qui proposent des formations, des conseils et des services de coaching, ainsi que des études comparatives grâce à leurs connaissances approfondies du droit de l'UE et la manière dont il est incorporé et mis en œuvre dans le droit national. Les activités du centre sont destinées aux professions juridiques, aux institutions de l'UE et aux administrations publiques des États membres de l'UE et des pays de l'AELE, des pays demandeurs et candidats, des pays de la politique européenne de voisinage et d'autres pays tiers.

Barcelone

L'IEAP Barcelone a été créé en 1996 dans le cadre d'un accord passé entre l'IEAP et le gouvernement régional de Catalogne. Pendant vingt ans, l'IEAP Barcelone s'est imposé en tant que structure de formation, de recherche et de conseil pour les autorités régionales et locales en charge de divers aspects du processus d'intégration européenne. Le Centre joue un rôle de longue date en tant que ges-

tionnaire des programmes Euro-Med qui visent au renforcement des administrations publiques dans les pays du Sud de la Méditerranée. Notre Centre de Barcelone se concentre sur trois thèmes :

- Gouvernance à plusieurs niveaux et législation de l'UE ;
- Administration publique régionale et locale;
- Développement régional dans l'UE.



Direction et personnel international de l'IEAP



Autriche (AT)	1
Belgique (BE)	5
Bulgarie (BG)	1
République tchèque (CZ)	1
Allemagne (DE)	8
Danemark (DK)	1
Espagne (ES)	7
France (FR)	4
Hongrie (HU)	1
Italie (IT)	5
Luxembourg (LU)	2
Pays-Bas (NL)	25
Pologne (PL)	3
Roumanie (RO)	1
Slovénie (SI)	1
Royaume-Uni (UK)	3
Total	69

NATIONALITÉS

Institut multiculturel et multinational, l'IEAP employait en 2017 des professionnels originaires de 16 pays européens différents.

DIRECTION



Prof. Dr Marga Pröhl (DE)
Directrice générale



Wim van Helden (NL)
Directeur général adjoint
Directeur des finances et de l'organisation

CHEFS D'UNITÉS / DIRECTEUR DE L'ANTENNE [par ordre alphabétique]



Dr Edward Best (UK)
Chef de l'unité 'Processus décisionnel européen'; Chef intérimaire de l'unité 'Politiques européennes'; Professeur

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Institutions et processus décisionnels de l'Union européenne; coopération et intégration régionales comparées.



Cristiana Turchetti (IT)
Chef de l'unité 'Gestion publique européenne'; Experte nationale détachée

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Gestion du cycle de projet; gestion stratégique; gestion du secteur public; gestion des ressources humaines et gestion des compétences; leadership; communication; programmes et financement direct de l'Europe; égalité des chances et insertion sociale.



Peter Goldschmidt (DK)
Directeur du Centre européen de la magistrature et des professions juridiques; Expert

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Coordination de la préparation et de la mise en œuvre du droit et des politiques de la CE/UE au niveau national; droit communautaire de la concurrence et dispositions en matière de contrôle des concentrations; analyse des besoins de formation; négociations européennes, internationales et d'adhésion; élargissement de l'Union européenne et rapprochement des législations; administration de la justice.



PERSONNEL SCIENTIFIQUE [par ordre alphabétique]



Rita Beuter (DE)
Expert principal

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Politique et règles de l'Union européenne en matière de marchés publics.



Virgil Ivan-Cucu (RO)
Maître de conférences

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Espace de liberté, de sécurité et de justice dans l'Union européenne; droit pénal européen et international; coopération judiciaire européenne en matière pénale; réforme des systèmes de justice et de sécurité; prévention et lutte contre le crime organisé, la corruption et le terrorisme; e-Justice.



Julia Bosse (DE)
Chargée de recherche

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Renforcement des capacités administratives et institutionnelles; Concours européen d'excellence dans le secteur public (EPSA); éducation et formation tout au long de la vie (université), programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie de l'Union européenne.



Igor Dizdarevic (FR)
Chargé de cours

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Droit communautaire de l'environnement ; droit constitutionnel européen; Banque européenne d'investissement; règlements européens sur les Fonds structurels; partenariats public-privé.



Paola Bruni (IT)
Chargée de recherche

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Gestion du cycle de projet; évaluation et suivi de projets européens; politiques relatives à l'administration publique; politique européenne de voisinage; instruments d'aide de préadhésion; stratégies macro-régionales de l'UE.



Dr Alina Domaradzka (PL)
Chargée de cours

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Législation européenne relative aux services financiers, libre circulation des capitaux; droit constitutionnel européen.



Michael Burnett (UK)
Expert

Domaines de spécialisation
Marchés publics; partenariats public-privé et privatisation; gestion de services publics; gestion financière publique; Union économique et monétaire européenne.



Dr Simon Duke (UK)
Professeur

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Politique étrangère et de sécurité commune; budgets de l'UE en matière de défense et d'armement; relations UE-USA dans le domaine de la sécurité; relations de l'UE avec l'UEO et l'OTAN.



PERSONNEL SCIENTIFIQUE [par ordre alphabétique]



Alexander Heichlinger (AT)
Expert

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Développement régional et local, structures et coopération régionales et locales; gestion des affaires/projets européens; groupes de pression à Bruxelles; administration électronique; technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'administration publique.



Wolfgang Koeth (DE)
Maître de conférences

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Relations extérieures de l'UE; Politique commerciale commune; instruments financiers extérieurs.



Dr Theo Jans (BE)
Professeur associé

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Processus décisionnel; gouvernance européenne.



Tomasz Kramer (PL)
Chargé de cours

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Marché intérieur, notamment la libre circulation des personnes et des services, et la liberté d'établissement; procédures de recrutement EPSO et statut des fonctionnaires des institutions européennes; droit européen des sociétés et de la concurrence.



Petra Jeney (HU)
Maître de conférences

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Espace de liberté, de sécurité et de justice dans l'Union européenne; coopération judiciaire européenne; droit européen de la famille; questions de droit constitutionnel européen; qualité de la justice.



Dr Sabina Lange (SI)
Chargée de cours

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Processus décisionnel en matière de relations extérieures de l'UE; organisation et conduite de la présidence.




Dr Iwona Karwot (PL)
Maître de conférences

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Fonds européen de développement régional (FEDER); développement régional; renforcement des institutions; fonds de préadhésion.



Frank Lavadoux (FR)
Maître de conférences

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Communication et techniques comportementales appliquées aux processus des négociations européennes.

Marco Lopriore (IT)
Maître de conférences

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Fonds social européen (FSE); agenda de Lisbonne; politique en faveur des entreprises et aspects liés aux PME dans le cadre des Fonds structurels.




Harrie Scholtens (NL)
Expert national détaché

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Administrations locales; gestion du changement; analyse comparative des administrations; gestion des ressources humaines; mise en œuvre de l'administration en ligne au niveau local; orientation client dans les administrations locales.




Juan Diego Ramírez-Cárdenas Díaz (ES)
Maître de conférences

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Aspects juridiques du processus d'intégration européenne; système judiciaire et constitutionnel de l'UE; le marché intérieur et les quatre libertés; droit de la consommation; relations extérieures de l'UE.




Pavlina Stoykova (BG)
Chargée de cours ; Coordinatrice Contrats et appels d'offres

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Administration publique comparée; rôle des parlements nationaux dans le processus d'adhésion à l'Union européenne ; interface entre les niveaux politique et administratif.




Roberta Ribeiro Oertel (DE)
Chargée de cours

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Système constitutionnel et judiciaire de l'Union européenne; coopération judiciaire européenne; droit européen de la concurrence; droit international privé; droit des contrats; modes alternatifs de résolution des conflits et droit de la famille.



Martin Unfried (DE)
Expert

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Politique environnementale, politique de changement climatique.



Fabrizio Rossi (IT)
Chargé du Centre d'assistance du CAF

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Gestion de la qualité totale, administration publique.



Gracia Vara Arribas (ES)
Expert

DOMAINES DE SPÉCIALISATION
Droit et institutions de l'Union européenne; gouvernance à plusieurs niveaux et décentralisation en Europe; législation et pratiques européennes en matière de marchés publics.

www.eipa.eu

Institut européen d'administration publique



Siège de l'IEAP Maastricht Institut européen d'administration publique

O.L. Vrouweplein 22
Boîte Postale 1229
6201 BE Maastricht
Pays-Bas
Tél. : +31 43 32 96 222
Courriel : info@eipa.eu

IEAP Luxembourg Centre européen de la magistrature et des professions juridiques

Circuit de la Foire Internationale 2
1347 Luxembourg
Luxembourg
Tél. : +352 42 62 301
Courriel : info-lux@eipa.eu

IEAP Barcelone

c/Girona, 20
08010 Barcelone
Espagne
Tél. : +34 93 245 13 13
Courriel : info-bar@eipa.eu

